

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

PARIS DE L'ABONNEMENT

Roubaix-Tourcoing: Trois mois, 15 fr. 50. — Six mois, 28 fr. — Un an, 50 fr.
Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne: Trois mois, 15 fr.
La France et l'étranger, les frais de poste en sus.
Le prix des abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

REDACTION ET ADMINISTRATION

17, RUE NEUVE, 17

Directeur gérant: ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS ET ANNONCES:

RUE NEUVE, 17, A ROUBAIX. — A LILLE, RUE DU CURÉ-SAINT-ÉTIENNE, 9 bis.
Paris, chez MM. HAVAS, LAFITTE et Co, place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 34
Bruxelles, à l'Office de Publicité

ROUBAIX, LE 2 MAI 1885

LE BUDGET DES CULTES

La commission du budget de la Chambre a décidé hier, conformément aux propositions d'un certain M. Maunoury, — le Douville-Maillefeu de cette année, — de pratiquer sur les crédits du culte de nouvelles et très importantes réductions. Le crédit affecté aux chanoines serait définitivement biffé; une économie de 2 millions et demi serait réalisée sur les desservants; une somme dont le chiffre n'a pas été encore exactement déterminé serait retranchée aux vicaires; les secours accordés aux fabriciens pour dépenses mobilières seraient supprimés; on cesserait enfin de voter des fonds pour l'entretien des séminaires. Tel est l'ensemble des mesures auxquelles s'est arrêtée la commission, « sous réserve de l'assentiment du ministre ». Il s'en est même fallu de deux voix seulement que les partisans de la suppression pure et simple du budget des cultes n'eussent gain de cause.

L'autre jour le Temps suppliait la majorité de ne pas paraître s'acharner sur ce malheureux budget, rogné déjà de tant de manières. « Etait-ce un esprit de justice et d'équité qui dictait cet appel? Non; le Temps lui-même prenait bien soin de spécifier qu'il se plaçait au point de vue de l'intérêt électoral des gauches.

D'autres journaux ont fait entendre des avertissements analogues; ainsi la Paix: « Toucher cette année au budget des cultes, écrit-elle hier, c'est fournir une excellente plate-forme électorale aux partis de droite... »

L'illusion de nos adversaires était extrême s'ils croyaient qu'une trêve purement et exclusivement électorale, de leur propre aveu, eût suffi pour faire oublier les griefs qu'ils ont amassés contre eux. Alors même que les conseils politiques du Temps et de la Paix eussent été suivis, alors même que le budget des cultes eût été voté en silence, sans résistance et sans difficultés, sur les bases où le gouvernement le présente, c'est-à-dire avec les réductions iniques précédemment opérées, la France chrétienne n'aurait point pardonné à ses maîtres d'entreprise les excès, les injustices et les attentats de toute sorte par lesquels ils se sont signalés à sa réprobation.

Toujours est-il, cependant, qu'en se précipitant tête baissée dans la voie où elles semblent résolues à s'engager, la commission et la Chambre vont à l'encontre de l'opinion publique et de la légitime indignation des électeurs croyants, ou simplement honnêtes.

Le Temps et la Paix, et d'autres avec eux, ont gémis; nous le comprenons, ils appréhendent de voir, aux approches du grand scrutin, la question religieuse se poser avec une acuité nouvelle. N'était-ce donc pas assez que le gouvernement nous eût donné le droit de lui reprocher à trop juste titre la crise agricole et industrielle, le déficit budgétaire, les conséquences d'une politique coloniale conduite avec un aveuglement qui confine à l'insanité? Est-il bon, est-il opportun qu'après avoir compromis et ruiné tous les intérêts, leurs députés d'aujourd'hui, qui seront leurs candidats de demain, emploient leurs dernières semaines de pouvoir à jeter le défi et l'insulte à la religion de la France, à organiser contre eux-mêmes la ligue des consciences persécutées? C'est ce que les hommes perspicaces du parti se demandent avec inquiétude. Ils ont signalé l'écueil; ils ont demandé qu'on manœuvrât pour l'éviter momentanément. Ils en sont pour leurs frais d'avertissements.

Et la raison en est simple: la majorité se compose pour partie de sectaires, et pour partie de têtes de bois; ceux-là ne veulent pas, et ceux-ci ne savent pas s'arrêter sur une pente d'autant plus glissante que c'est la pente naturelle, fatale, du régime qui sert, on doit le se servir. Quand le gouvernement, en s'étant déclaré la guerre à tout ce que nous aimons, à tout ce que nous vénérons, s'est obéi à sa loi, comme aussi quand il dilapidé nos finances ou qu'il fait de notre pays, isolé au milieu des monarchies voisines, le pays de l'Europe.

Et maintenant, quelle sera, en face de ces résolutions de la commission du budget, l'attitude de M. le ministre des cultes? M. Goblet s'est toujours prononcé pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat; mais très récemment encore il déclarait que les mesures de vexation imaginées par ceux qui reculent devant cette solution radicale étaient, à son sens, dignes de « marchandages ». Nous allons voir si ce jugement n'était inspiré que par un sentiment de raucune mesquine comédie MM. Ferry, Martin-Feuillée et autres inventeurs opportunistes du système ainsi qualifié.

Attendez; mais, pour éviter les déceptions, attendez-vous à tout. Le premier soin de M. Goblet n'a-t-il pas été de s'approprier le budget préparé par son prédécesseur en tenant compte des injustes et éconduits marchandages de l'an passé? On assure même que parmi les réductions décidées hier, le nouveau ministre en a suggéré quelques-unes.

La Justice s'élevait avec beaucoup de force, il y a quelques jours, contre ce qu'elle appelait un « syndicat de réélection mutuelle ». Aujourd'hui elle encore, elle parle avec humeur de l'opportunisme comme d'une « colerie compromise ».

Cependant, elle fait la déclaration suivante: « Partout où la lettre sera circonscrite entre un monarchiste et un républicain, quelle que soit sa nuance, ils apporteront leurs voix au représentant qu'ils souhaitent. Les opportunistes en feront tout ce qu'ils voudront; ce sera un progrès de leur part. »

Les électeurs auront quelque droit d'être surpris de cette alliance, mais on espère, dans les rangs de la gauche, faire marcher le suffrage universel selon la consigne arrêtée par les chefs du parti. M. Clémenceau disait à M. Ferry: « Nous ne voulons plus vous connaître, vous êtes un accusé. Or, vous que cet accusé obtiendrait les voix radicales et que ses complices seraient soutenus par les intrinsèques, qui recueilleraient, de leur côté, les voix opportunistes. Que deviendront les pompeuses déclarations de principes? »

LE MOUVEMENT CONSERVATEUR

Le *Moniteur de Rome* consacre au mouvement conservateur de France un article dont voici la dernière partie:

Si le mouvement conservateur progresse d'une manière lente et continue, le courant qui emporte les républicains et les radicalisme et l'extrême-gauche s'accroît également, mais avec plus de force et de rapidité. Depuis la dernière crise, il est fort question, dans la presse républicaine, d'union et de concentration; et, cependant, par une ironie des faits, jamais les déclarations, les incompatibilités d'humeur, les hostilités ne se sont affirmées avec plus de éclat dans les rangs de la majorité. Les trois troupes du parti républicain, les radicaux, les opportunistes et les modérés, essayent vainement de se rejoindre. Chaque groupe veut et demande que les deux autres viennent à lui. Comme la tendance de la République est de glisser de plus en plus vers la gauche, il est presque certain que la « concentration » des forces républicaines se fera selon les vœux et au profit du radicalisme.

Nous parlions, dernièrement, d'un réveil du parti modéré, d'une tentative de résurrection du centre gauche. Cette attitude des modérés est intéressante à connaître comme symptôme, mais on peut être sûr que M. Ribot et ses amis n'arrêteront rien. Après avoir vainement crié et protesté, ils finiront, comme ils l'ont fait jusqu'ici, par embolter le pas derrière les autres et suivre le mouvement.

Quant aux opportunistes, depuis la chute de M. Ferry, c'est un parti usé, fini et sans espoir de retour. Il peut se consoler de la disparition de son chef en se disant que la République se compose de deux hommes les plus remarquables, M. Gambetta et M. Ferry. L'avènement au pouvoir du radicalisme semble donc inévitable. Il est dans la logique de la situation. Le ministre Brisson est la dernière étape. Cette étape sera peut-être plus longue qu'on ne le croit communément, mais on peut être sûr que le parti modéré n'arrêtera la République sur la pente fatale de l'entraînement, sinon ses intérêts, du moins ses idées et ses instincts démocratiques.

En face des solutions violentes et brutales qui se préparent, il est du devoir des catholiques et des conservateurs de se tenir prêts, de redoubler d'union et d'action pour que la République, si elle devait disparaître dans une dernière tourmente, n'emporte du moins pas avec elle la grandeur et la vitalité de la France.

L'AFFAIRE DU « BOSPHORE »

Ainsi que nous l'avons fait pressentir, l'incident franco-anglais sur le point d'être clos et que le gouvernement égyptien seul que le cabinet français recouvrera satisfaction.

M. Saint-René Taillandier est toujours à Alexandrie, mais on a des raisons de croire que le khédive le fera partir aujourd'hui ou demain de retourner au Caire pour y recevoir de Nubar-Pacha une visite de réparation.

Les négociations entre le Caire et Paris ne percent plus actuellement sur le fond de l'incident; elles se tiennent uniquement sur le terrain de la visite officielle de Nubar-Pacha.

Londres, 1er mai. — On se montre étonné, dans les cercles politiques, de ce qui persiste à l'extérieur de l'affaire du Bosphore égyptien. On considère que tout est terminé à l'honneur de la diplomatie française. La France a obtenu, on est sûr, de maintenir la paix en Europe, et que le droit et même au peu qu'il reste, Nubar-Pacha a fait des excuses alors qu'il aurait pu se contenter de révoquer un modeste subordonné. Quant au Foreign Office, on a des raisons de croire que le khédive ne sera pas moins satisfait de M. Waddington les regards du cabinet anglais au sujet de la violation du droit des gens commise par Nubar-Pacha.

REVUE DE LA PRESSE

Le coup mortel

Il ne fait pas bon de prononcer aujourd'hui le nom de M. Jules Ferry dans une réunion publique ou même privée, et M. Clovis Hugues a dit, dans une lettre qu'il vient d'adresser à la Lanterne, s'excuser auprès de ses amis politiques d'avoir commis cette incongruité. C'est à Lille que le député de Marseille s'est rendu coupable de cette espèce de trahison, et il n'a pas été touché par terre, comme un Morvan vulgaire, par le revolver de quelque démocrate, il le doit sans doute à sa jeunesse, qui lui laissera le temps de se repentir et de donner, à l'avenir, des preuves plus éclatantes de son civisme.

En attendant, mis sur la sellette des accusés par la Lanterne, il est bon de demander pour lui le bénéfice des circonstances atténuantes, et à protester qu'il n'avait voulu louer en M. Jules Ferry que le laïcisateur et outrage, et non l'homme du Tonkin. Quant à celui-ci, il en a fait lui-même justice, et l'a livré aux épithètes vengeresses de l'organe du radicalisme. Si l'a partie dit, il a été une certaine faveur de l'œuvre antireligieuse accomplie par le ministre de l'instruction publique, ce n'est que pour être plus sévère pour le président du conseil. Quant à nous, qui ne faisons pas assurément cette distinction, et qui, d'ailleurs, n'avons pas à nous interposer dans les querelles que les partis se font entre eux, nous nous occupons de la lettre de M. Clovis Hugues que parce qu'elle contient des aveux fort précieux, relativement à l'influence que la politique du dernier cabinet a eue sur l'opinion du pays.

Qu'on ne se fasse pas de dangereuses illusions, écrit M. Clovis Hugues, il y a des dépar-

TEMENTS OU LA QUESTION DU TONKIN NE TERRA QUE L'OPPORTUNISME; MAIS IL EST D'AUTRES OU ELLE MEXAGE DE TUE LA RÉPUBLIQUE ELLE-MÊME. Le département du Nord est de ceux-là, et il y aura vingt-trois députés à nommer par le scrutin de liste!

Voilà qui est encore plus précis que ce que M. Tolain disait récemment. Le sénateur de Paris parlait seulement de moments difficiles, le député de Marseille prévoit une crise mortelle.

Il est vrai que les appréhensions de M. Clovis Hugues se portent seulement sur le département du Nord. Mais l'on ne voit pas pour quelle raison il circonscrit ainsi le mal. Si l'expédition du Tonkin a été une faute telle que le nom de celui qui en a été l'auteur ne doit plus être prononcé qu'avec horreur, l'on ne voit pas pourquoi tous les départements, y compris celui qui a envoyé M. Clovis Hugues à la Chambre, ne penseraient à s'unir. C'est donc tout à fait arbitrairement que le jeune député de Marseille refuse au reste de la France le droit d'avoir, sur ce point, l'opinion que professent les électeurs de Lille et qu'il partage lui-même.

Il est vrai, encore, que M. Clovis Hugues prétend ne pas rendre la République responsable de cette expédition, et de tout ce qui s'en est suivi de funeste pour la France. Mais de quel droit écrit-il une responsabilité qui, par une logique indéfectible, retombe sur cette forme de gouvernement?

N'est-ce pas la République qui a produit la majorité parlementaire qui a soutenu le ministère Ferry dans sa politique? N'est-ce pas elle qui a imposé au pays ce gouvernement de demi-civilité qui le perd? N'est-ce pas elle qui, dans les élections, livre les destinées de la France à la force aveugle du nombre? N'est-ce pas elle, enfin, qui a creusé sous nos pieds le gouffre du déficit? Comment donc la République ne serait-elle pas responsable de ce qui est son œuvre, et son œuvre à elle seule?

(*Moniteur universel*.)

LE CONFLIT ANGLO-RUSSE

Paris, 1er mai. — La situation créée par le conflit anglo-russe est ce soir dégradée des bruits répandus hier et qui tendaient à une déclaration de guerre entre les deux nations. Les Russes, il est vrai, n'ont pas marché sur Mémchak et n'ont pas occupé le Czar n'a pas avoué d'attentat à l'Angletierre et il n'a pas signé l'ordre de mobiliser toutes les troupes disponibles de son Empire, mais on continue à ignorer si le cabinet de Saint-Petersbourg a accepté ou refusé la proposition de ministères anglais de soumettre à l'arbitrage de la médiation de l'Europe la question de savoir si la Russie a violé la convention du 17 mars, et comme malheureusement les refus paraissent probables qu'acceptation, les négociations sont assurées justifiées par la paix.

C'est aujourd'hui seulement que le tonner de la réponse a dû être arrêté dans un conseil tenu à la dernière heure et qui a été le moment même où l'on a communiqué par M. de Giers à sir E. Thornton, et que celui-ci lui transmise aussitôt à Londres, il est possible que M. Gladstone ait informé ce soir la Chambre de ses conclusions. Il est probable qu'il soit exactement ou en sont les choses ce soir; aussi, la détente à l'ordre du jour se rapporte-t-elle uniquement à l'état des esprits à Londres, où l'on a pu croire que toutes les chances de paix avaient disparu.

LA RUSSIE ET LA SERBIE

Saint-Petersbourg, 1er mai. — On dit que M. de Giers a déclaré hier, au nom du tsar, aux ambassadeurs de l'Autriche et de la Turquie, que le gouvernement russe recommanderait avec instance le calme aux populations agitées de la Macédoine. M. de Giers n'a pas dit les mots mêmes que nous produisons à la cour de Russie la politique d'équilibre de la Serbie, et a insisté sur la nécessité de prévenir le gouvernement grec que les aspirations patriotiques des habitants de la province de la Grèce dans le concert des puissances européennes.

Enfin, M. de Giers a affirmé que la Russie s'arrête maintenant à la paix en Europe, et que le droit et même au peu qu'il reste, Nubar-Pacha a fait des excuses alors qu'il aurait pu se contenter de révoquer un modeste subordonné. Quant au Foreign Office, on a des raisons de croire que le khédive ne sera pas moins satisfait de M. Waddington les regards du cabinet anglais au sujet de la violation du droit des gens commise par Nubar-Pacha.

LE DÉTROIT DE GIBRALTAR

Madrid, 1er mai. — Plusieurs journaux appellent l'attention du gouvernement sur la nécessité d'augmenter les fortifications d'Algeiras et de Tarragone sur la rive européenne et de tenir sur la rive africaine, et de faire armer une escadre d'observation pour assurer la liberté du commerce et de la navigation dans le détroit de Gibraltar.

Les principaux des journaux espagnols ne dissimulent pas leurs sympathies pour la Russie.

INTERVENTION FRANÇAISE

L'Agence Havas publie la note suivante: « Contrairement à ce que rapporte le correspondant parisien d'un journal de Londres, il est absolument inexact que M. de Freycinet ait déclaré que le gouvernement russe lui avait fait des ouvertures au sujet de la question afghane. »

ARBITRAGE DU DANEMARK

Londres, 1er mai. — On assure que le roi de Danemark serait choisi comme arbitre, dans le cas où la Russie accepterait la proposition anglaise d'un arbitrage pour l'incident de Panjeh.

L'EMIR GRAND-Commandeur D'ORDRES ANGLAIS

Londres, 1er mai. — La Gazette officielle publie la nomination de l'emir d'Afghanistan comme grand-commandeur de l'Étoile de l'Inde.

L'ESCADRE DE LA BALTIQUE

Vienne, 1er mai, 10 h. soir. — Les flottes qui bouillissent le port de Cronstadt, sont fondées. Les principaux commandants de la marine russe prendront la mer demain, samedi; ce sont: le « Pierre-le-Grand », l'« Amiral Lazareff », l'« Amiral Graud », l'« Amiral Spiridov », l'« Amiral Tchitchikoff » et le « Diadème ».

LES TROUPES RUSSSES

Vienne, 1er mai, 9 h. soir. — Dans tous les cercles militaires, on considère que toutes les négociations diplomatiques n'auront d'autre effet que de retarder la catastrophe inévitable.

Les généraux russes croient que la guerre durera deux ou trois ans. Ils estiment que, grâce leurs forces considérables, ils seront sûrement vainqueurs pendant un an.

Deux cent mille hommes sont mobilisés sur le territoire transcaucasien.

LES ARMEMENTS DE L'ANGLAIS

Londres, 1er mai, minuit. — L'armement anglais a reçu l'ordre de préparer le transport de plusieurs milliers d'hommes, qui seront expédiés prochainement vers une destination encore inconnue. Cette destination sera indiquée dans un pli cacheté qui ne sera ouvert qu'un plein mer.

INTENTIONS PACIFIQUES

Le Figaro a reçu les dépêches suivantes: « Londres, 1er mai. — Les brusques résolutions que l'on croyait devoir prendre à Londres et à Saint-Petersbourg à la suite du discours de M. Gladstone — discours qui a rallié les Tories les plus opposés à sa politique générale — sont ajournées. L'impression meilleure provient notamment de ce qu'on croit M. Gladstone disposé à renoncer à la demande d'enquête qui blesse si fortement l'orgueil russe. »

Ce point écarté, il ne serait plus question d'arbitrage. Tout se bornerait à une délimitation de frontières et à un engagement de la Russie de ne pas aller plus loin dans la direction de Harat. Sur ce terrain on peut croire au succès des négociations qui seront reprises aussitôt arrivés la réponse russe si l'impression attendue.

Les propositions anglaises donneront lieu sur deux points à des contre-propositions; la troisième point est rejeté.

UN CONSEIL A GATHINA

Saint-Petersbourg, 1er mai. — Un conseil des ministres, auquel ont été convoqués, en outre de quelques autres hauts personnages, se réunira aujourd'hui sous la présidence de l'empereur, à l'effet d'examiner la dernière proposition anglaise.

On ne croit pas que ce conseil ait été convoqué d'un autre but que celui de discuter simplement la proposition venue de Londres.

Il est confirmé que, dans les négociations avec le cabinet de Saint-James, les deux questions de la délimitation de frontières et de l'incident du 30 mars sont traitées séparément.

LE PORT DE CRONSTADT FERMÉ

Londres, 1er mai. — On télégraphie de Saint-Petersbourg au Lloyd que l'entrée du port de Cronstadt est fermée; il est probable que les charges de guerre et les armements auront lieu dans le nouveau canal.

NOUVELLES DU JOUR

Paris, 1er mai. — Contrairement à ce qui a été annoncé, l'incident anglo-russe n'a pas entraîné la rentrée des Chambres aucune déclaration gouvernementale.

La commission du budget s'est occupée aujourd'hui du budget des dépenses. Les deux seules modifications apportées sont dans l'ordre de 30,000, l'autre de 40,000 sur les chapitres de l'administration centrale, et les frais de journées des inspecteurs.

Les 70,000 d'économies réalisées seront appliqués aux lycées de jeunes filles.

M. Mounoury, rapporteur du budget des cultes, a eu ce matin une entrevue avec le ministre de l'Intérieur, où l'on a pu croire que toutes les chances de paix avaient disparu.

M. Goblet demandera à la Chambre de repousser les réductions proposées.

La commission examinera le budget des affaires étrangères.

L'empereur de Madagascar se réunira prochainement pour examiner la demande de crédits déposée par le général Canivet, et que le ministre Brisson-Freycinet, persiste qu'on ait dit, à réclamer.

Promotions dans l'armée

Paris, 1er mai. — Il est et ce, comme quelques-uns de nos confrères l'ont annoncé, que le président de la République signera prochainement une promotion dans le cadre des officiers généraux. Cette promotion comprendra deux généraux de division: six généraux de brigade. Quant aux noms mis en avant, nous n'en sommes pas sûr. On ne peut dire, en attendant de changements qui, dit-on, auront lieu dans le cadre des commandants de corps d'armée. Le général Zentz d'Altois, président du comité d'infanterie, sera retiré par la limite d'âge le 16 juillet prochain; les généraux G. G. G., commandant la 31e division, Rolland, commandant la 7e division, Hies, commandant la 10e division, et Duz, commandant la 22e division, passeront également au cadre de réserve dans le courant de l'été. Le général Zentz d'Altois sera remplacé, à la présidence du comité d'infanterie, par un commandant de corps d'armée, mais on pense bien que son successeur ne peut pas encore être désigné. Quant au général Lalande, il restera membre du comité consultatif d'infanterie et ne reprendra pas de commandement actif.

Abus électoraux

Paris, 1er mai. — Le *Journal du Loiret* écrit que des abus graves de pouvoir et d'influence ont été commis, dans l'élection sénatoriale des Basses-Pyrénées, par le préfet ou son agent, pour assurer la victoire du candidat républicain. On prépare dit-il, des protestations qui seront envoyées au Sénat.

LES ARMEMENTS DE L'ANGLAIS

Londres, 1er mai, minuit. — L'armement anglais a reçu l'ordre de préparer le transport de plusieurs milliers d'hommes, qui seront expédiés prochainement vers une destination encore inconnue. Cette destination sera indiquée dans un pli cacheté qui ne sera ouvert qu'un plein mer.

INTENTIONS PACIFIQUES

Le Figaro a reçu les dépêches suivantes: « Londres, 1er mai. — Les brusques résolutions que l'on croyait devoir prendre à Londres et à Saint-Petersbourg à la suite du discours de M. Gladstone — discours qui a rallié les Tories les plus opposés à sa politique générale — sont ajournées. L'impression meilleure provient notamment de ce qu'on croit M. Gladstone disposé à renoncer à la demande d'enquête qui blesse si fortement l'orgueil russe. »

Ce point écarté, il ne serait plus question d'arbitrage. Tout se bornerait à une délimitation de frontières et à un engagement de la Russie de ne pas aller plus loin dans la direction de Harat. Sur ce terrain on peut croire au succès des négociations qui seront reprises aussitôt arrivés la réponse russe si l'impression attendue.

Les propositions anglaises donneront lieu sur deux points à des contre-propositions; la troisième point est rejeté.

UN CONSEIL A GATHINA

Saint-Petersbourg, 1er mai. — Un conseil des ministres, auquel ont été convoqués, en outre de quelques autres hauts personnages, se réunira aujourd'hui sous la présidence de l'empereur, à l'effet d'examiner la dernière proposition anglaise.

On ne croit pas que ce conseil ait été convoqué d'un autre but que celui de discuter simplement la proposition venue de Londres.

Il est confirmé que, dans les négociations avec le cabinet de Saint-James, les deux questions de la délimitation de frontières et de l'incident du 30 mars sont traitées séparément.

LE PORT DE CRONSTADT FERMÉ

Londres, 1er mai. — On télégraphie de Saint-Petersbourg au Lloyd que l'entrée du port de Cronstadt est fermée; il est probable que les charges de guerre et les armements auront lieu dans le nouveau canal.

NOUVELLES DU JOUR

Paris, 1er mai. — Contrairement à ce qui a été annoncé, l'incident anglo-russe n'a pas entraîné la rentrée des Chambres aucune déclaration gouvernementale.

La commission du budget s'est occupée aujourd'hui du budget des dépenses. Les deux seules modifications apportées sont dans l'ordre de 30,000, l'autre de 40,000 sur les chapitres de l'administration centrale, et les frais de journées des inspecteurs.

Les 70,000 d'économies réalisées seront appliqués aux lycées de jeunes filles.

M. Mounoury, rapporteur du budget des cultes, a eu ce matin une entrevue avec le ministre de l'Intérieur, où l'on a pu croire que toutes les chances de paix avaient disparu.

M. Goblet demandera à la Chambre de repousser les réductions proposées.

La commission examinera le budget des affaires étrangères.

L'empereur de Madagascar se réunira prochainement pour examiner la demande de crédits déposée par le général Canivet, et que le ministre Brisson-Freycinet, persiste qu'on ait dit, à réclamer.

Promotions dans l'armée

Paris, 1er mai. — Il est et ce, comme quelques-uns de nos confrères l'ont annoncé, que le président de la République signera prochainement une promotion dans le cadre des officiers généraux. Cette promotion comprendra deux généraux de division: six généraux de brigade. Quant aux noms mis en avant, nous n'en sommes pas sûr. On ne peut dire, en attendant de changements qui, dit-on, auront lieu dans le cadre des commandants de corps d'armée. Le général Zentz d'Altois, président du comité d'infanterie, sera retiré par la limite d'âge le 16 juillet prochain; les généraux G. G. G., commandant la 31e division, Rolland, commandant la 7e division, Hies, commandant la 10e division, et Duz, commandant la 22e division, passeront également au cadre de réserve dans le courant de l'été. Le général Zentz d'Altois sera remplacé, à la présidence du comité d'infanterie, par un commandant de corps d'armée, mais on pense bien que son successeur ne peut pas encore être désigné. Quant au général Lalande, il restera membre du comité consultatif d'infanterie et ne reprendra pas de commandement actif.

Abus électoraux

Paris, 1er mai. — Le *Journal du Loiret* écrit que des abus graves de pouvoir et d'influence ont été commis, dans l'élection sénatoriale des Basses-Pyrénées, par le préfet ou son agent, pour assurer la victoire du candidat républicain. On prépare dit-il, des protestations qui seront envoyées au Sénat.

LES ARMEMENTS DE L'ANGLAIS

Paris, 1er mai. — Le *Journal du Loiret* écrit que des abus graves de pouvoir et d'influence ont été commis, dans l'élection sénatoriale des Basses-Pyrénées, par le préfet ou son agent, pour assurer la victoire du candidat républicain. On prépare dit-il, des protestations qui seront envoyées au Sénat.

LES ARMEMENTS DE L'ANGLAIS

Londres, 1er mai, minuit. — L'armement anglais a reçu l'ordre de préparer le transport de plusieurs milliers d'hommes, qui seront expédiés prochainement vers une destination encore inconnue. Cette destination sera indiquée dans un pli cacheté qui ne sera ouvert qu'un plein mer.

INTENTIONS PACIFIQUES

Le Figaro a reçu les dépêches suivantes: « Londres, 1er mai. — Les brusques résolutions que l'on croyait devoir prendre à Londres et à Saint-Petersbourg à la suite du discours de M. Gladstone — discours qui a rallié les Tories les plus opposés à sa politique générale — sont ajournées. L'impression meilleure provient notamment de ce qu'on croit M. Gladstone disposé à renoncer à la demande d'enquête qui blesse si fortement l'orgueil russe. »

Ce point écarté, il ne serait plus question d'arbitrage. Tout se bornerait à une délimitation de frontières et à un engagement de la Russie de ne pas aller plus loin dans la direction de Harat. Sur ce terrain on peut croire au succès des négociations qui seront reprises aussitôt arrivés la réponse russe si l'impression attendue.

Les propositions anglaises donneront lieu sur deux points à des contre-propositions; la troisième point est rejeté.

UN CONSEIL A GATHINA

Saint-Petersbourg, 1er mai. — Un conseil des ministres, auquel ont été convoqués, en outre de quelques autres hauts personnages, se réunira aujourd'hui sous la présidence de l'empereur, à l'effet d'examiner la dernière proposition anglaise.

On ne croit pas que ce conseil ait été convoqué d'un autre but que celui de discuter simplement la proposition venue de Londres.

Il est confirmé que, dans les négociations avec le cabinet de Saint-James, les deux questions de la délimitation de frontières et de l'incident du 30 mars sont traitées séparément.

LE PORT DE CRONSTADT FERMÉ

Londres, 1er mai. — On télégraphie de Saint-Petersbourg au Lloyd que l'entrée du port de Cronstadt est fermée; il est probable que les charges de guerre et les armements auront lieu dans le nouveau canal.

NOUVELLES DU JOUR

Paris, 1er mai. — Contrairement à ce qui a été annoncé, l'incident anglo-russe n'a pas entraîné la rentrée des Chambres aucune déclaration gouvernementale.

La commission du budget s'est occupée aujourd'hui du budget des dépenses. Les deux seules modifications apportées sont dans l'ordre de 30,000, l'autre de 40,000 sur les chapitres de l'administration centrale, et les frais de journées des inspecteurs.

Les 70,000 d'économies réalisées seront appliqués aux lycées de jeunes filles.

M. Mounoury, rapporteur du budget des cultes, a eu ce matin une entrevue avec le ministre de l'Intérieur, où l'on a pu croire que toutes les chances de paix avaient disparu.

M. Goblet demandera à la Chambre de repousser les réductions proposées.

La commission examinera le budget des affaires étrangères.

L'empereur de Madagascar